

STATUTS DE L'ASSOCIATION LES PLUS BEAUX VILLAGES D'ESPAGNE

CHAPITRE I DENOMINATION, FINS, DOMICILE ET DOMAINE.

Article 1. Dénomination et régime juridique. Sous la dénomination **ASSOCIATION LES PLUS BEAUX VILLAGES D'ESPAGNE** est constituée une entité à but non lucratif conformément à la Loi Organique 1/2002, du 22 mars.

L'entité possède une personnalité juridique propre et une pleine capacité pour le respect de ses fins et sera régie par les normes contenues dans la Loi qui régle le Droit d'Association du 22 mars, 1/2002, par les présents statuts et les accords adoptés de façon valable par ses organes, dans le plein respect des principes de représentation et organisation démocratiques.

Article 2. Durée. Cette association se constitue pour une durée indéterminée.

Article 3. Fins de l'association. L'association a les objectifs suivants : développer, diffuser et préserver le patrimoine culturel, naturel et rural, la sensibilisation et l'éducation pour le respect des valeurs du patrimoine rural, le développement du tourisme culturel, la promotion de zones géographiques au faible niveau d'industrialisation, la réduction des déséquilibres territoriaux et de population, tout en respectant la diversité culturelle des différentes nationalités ainsi que leurs langues propres.

Article 4. Activités et moyens. Pour atteindre ces objectifs seront réalisées les activités suivantes :

- a) Organisation de projets de formation et diffusion des valeurs du patrimoine national et rural.
- b) Détermination de critères touristiques de qualité, selon les critères établis dans la "Charte de Qualité" qui sera approuvée par l'Assemblée Générale de l'Association.
- c) Classification de villages qui réuniront les critères indiqués dans la "Charte de Qualité", et identification et distinction via la marque "Les plus beaux villages d'Espagne".
- d) Promotion des municipalités classées dans la "Charte de Qualité", garantissant leur présence sur la page web "Lospueblosmasbonitosdeespaña.es".
- e) Gestion d'aides, soutiens et reconnaissance de l'Union Européenne, de l'Etat et des différentes Communautés Autonomes pour les villages qui seront classés selon la "Charte de Qualité".
- f) Développer la formation en matière de sensibilisation, gestion et préservation du patrimoine national.
- g) Organisation d'activités culturelles liées au patrimoine national.

Pour la réalisation des activités en question, nous compterons sur les moyens qui sont indiqués à la suite : droit d'utilisation de la marque commerciale déposés "Les plus beaux villages d'Espagne" et droit d'utilisation du domaine "Lospueblosmasbonitosdeespaña.es".

Article 5. Domicile. L'association établit son domicile social à l'adresse suivante : Polinyà, C/. Romaní nº 23, province de Barcelone. Le domaine territorial sur lequel elle va réaliser ses activités est le territoire de l'Etat espagnol.

CHAPITRE II MEMBRES

Article 6. Membres. Conditions d'admission. Pourra être membre de l'association toute personne qui possède un Bac +4 ou équivalence en Anthropologie ou Histoire de l'Art, qui a réalisé des travaux, études, recherches ou rapports liés aux objectifs de l'association et qui manifeste un intérêt sérieux pour le développement et la réalisation de ces objectifs.

Pour être admis en tant que membres, les intéressés devront en faire la demande par écrit à l'Assemblée Directive, démontrer leur conformité et liens avec les fins et les activités de l'association. Leur proposition devra être soutenue par deux membres fondateurs et le vote de la majorité de la totalité des membres.

L'Assemblée Directive pourra suspendre l'admission de nouveaux membres lorsque cela sera exigé pour des raisons de fonctionnement social ou de capacité des installations de l'association.

Article 7. Catégories de membres. Au sein de l'association il existera les suivantes catégories de membres :

- a) Membres fondateurs : ils participeront à l'acte de constitution de l'Association.
- b) Membres en titre : ils entreront dans l'Association après sa constitution.
- c) Membres distingués : entités locales, municipalités ou corporations qui, si elles réunissent les critères établis dans la "Charte de Qualité" posséderont cette distinction. La nomination des membres distingués reviendra à l'Assemblée Directive.

Article 8. Renvoi des membres. Les membres pourront quitter l'association pour l'une des causes suivantes :

- a) Renonciation volontaire, communiquée par écrit à l'Assemblée Directive.
- b) Non-respect des obligations économiques, s'ils ne versaient pas 3 cotisations périodiques successives ou alternatives.
- c) Perte des conditions établies pour leur admission.
- d) Les membres distingués ne feront plus partie de l'association de façon automatique lorsqu'ils perdront le droit d'utilisation de la marque comme l'établit la Charte de Qualité de l'Association.

L'accord de renvoi de membre pour les causes indiquées aux points b) et c) sera adopté par l'Assemblée Directive. La proposition de résolution sera notifiée au membre, qui aura droit à une audience dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à dix jours ouvrables. La résolution définitive pourra être contestée par l'intéressé, dans un délai non supérieur à quinze jours ouvrables à compter de la date de notification. La contestation sera résolue par l'Assemblée Générale lors de la réunion à célébrer.

Article 9. Droits des membres. Les membres en titre et fondateurs auront les droits suivants :

- Prendre part aux activités organisées par l'association.
- Profiter de tous les bénéfices et avantages que l'association pourrait obtenir.
- Participer à l'Assemblée Générale avec droit de parole et de vote.
- Etre électeurs et éligibles pour les postes de direction.
- Recevoir des informations sur les accords adoptés par les organes de l'association.
- Faire des suggestions aux membres de l'Assemblée Directive dans le but de mieux respecter les objectifs de l'association.

Les membres distingués auront les droits suivants :

- Prendre part aux activités organisées par l'association.
- Profiter de tous les bénéfices et avantages que l'association pourrait obtenir.
- Participer à l'Assemblée Nationale et à l'Assemblée Régionale de leur territoire, lorsqu'elle sera créée, avec droit de parole et de vote.
- Etre électeurs et éligibles pour les charges de Président et Secrétaire de l'Assemblée Régionale correspondante.
- Recevoir des informations sur les accords adoptés par les organes de l'association.
- Faire des suggestions aux membres de l'Assemblée Directive dans le but de mieux respecter les objectifs de l'association.
- Utiliser et profiter des signes distinctifs qui identifient la qualité d'entité classée selon les critères de la "Charte de Qualité".
- Etre présents sur le web de l'association et/ou sur des plateformes digitales.

Article 10. Obligations des membres. Les membres fondateurs et en titre auront les obligations suivantes:

- Respecter les présents Statuts et les accords de l'Assemblée Directive et de l'Assemblée Générale.
- Payer les cotisations fixées.
- Assister aux Assemblées Générales et autres actes organisés.
- Exercer, le cas échéant, les obligations inhérentes au poste qu'ils occupent.

Les membres distingués auront les obligations suivantes :

- Respecter les présents Statuts et les accords de l'Assemblée Directive, de l'Assemblée Générale, l'Assemblée Nationale et l'Assemblée Régionale de leur territoire.
- Assister aux Assemblées Régionales et autres actes organisés.

CHAPITRE III

ORGANES DE REPRESENTATION

Article 11. Assemblée Directive. Membres. L'association sera gérée et représentée par une Assemblée Directive formée de : un Président, un Vice-président, un Secrétaire et un Trésorier.

L'Assemblée pourra être composée par trois membres, auquel cas le Secrétaire exercera les fonctions de Trésorier.

Tous les postes qui composent l'Assemblée Directive seront gratuits. Ils seront désignés et révoqués par l'Assemblée Générale Extraordinaire et leur mandat sera de 10 ans, avec possibilité de réélection.

Seuls les membres pourront faire partie de l'Assemblée Directive. Pour être membre de l'Assemblée Directive il n'est pas nécessaire d'être majeur, il faut être en plein usage de ses droits civils et ne pas être compris dans les motifs d'incompatibilité de la législation en vigueur.

Article 12. Assemblée Directive. Retrait des membres. Les membres de l'Assemblée Directive pourront s'en retirer par renonciation volontaire communiquée par écrit à l'Assemblée Directive, à cause d'un non-respect de leurs obligations ou à la fin de leur mandat.

Les membres de l'Assemblée Directive qui seraient arrivés à l'échéance de leur mandat, continueront à être en poste jusqu'au moment où se produira l'acceptation de leurs remplaçants.

Article 13. Assemblée Directive. Réunions et constitution. L'Assemblée Directive se réunira autant de fois que le déterminera son Président et à l'initiative ou sur la demande de la moitié de ses membres. Elle sera constituée lorsque la moitié de ses membres plus un y assisteront. Pour que ses accords soient valables ils devront être pris par la majorité des votants. En cas d'égalité, le vote du Président décidera.

Article 14. Facultés de l'Assemblée Directive. Les facultés de l'Assemblée Directive s'étendront, avec un caractère général à tous les actes propres des finalités de l'association, à conditions qu'ils ne demandent pas, selon ces Statuts, l'autorisation expresse de l'Assemblée Générale.

Sont des facultés particulières de l'Assemblée Directive :

- a) Diriger les activités sociales et mener à bien la gestion économique et administrative de l'association, en réalisant les contrats et actes opportuns.
- b) Exécuter les accords de l'Assemblée Générale.
- c) Exécuter les propositions et initiatives formulées par l'Assemblée Nationale.
- d) Approuver ou refuser les propositions et initiatives formulées par les Assemblées Régionales.
- e) Formuler et soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale les bilans et les comptes annuels.
- f) Résoudre les admissions de nouveaux membres.
- g) Nommer des délégués pour des activités déterminées de l'association.
- h) Toute autre faculté qui ne soit pas de compétence exclusive de l'Assemblée Générale.

Article 15. Attributions du Président de l'Assemblée Directive. Le Président aura les attributions suivantes :

- a) Représenter légalement l'Association devant les organismes publics ou privés.
- b) Convoquer, présider et lever les séances de l'Assemblée Générale et Nationale et de l'Assemblée Directive ainsi que diriger leurs délibérations.
- c) Ordonner les paiements et autoriser avec sa signature les documents, actes et correspondances.
- d) Adopter des mesures urgentes nécessaires pour que l'association puisse continuer à bien fonctionner et que ses activités se déroulent sans inconvénient, sans préjudice de le porter à la connaissance par la suite de l'Assemblée Directive.

Article 16. Attributions du Vice-président de l'Assemblée Directive. Le Vice-président remplacera le Président lors des absences de ce dernier, pour cause de maladie ou autre, et aura les mêmes attributions que lui.

Article 17. Attributions du Secrétaire de l'Assemblée Directive. Le Secrétaire sera le responsable de la direction des travaux purement administratifs de l'association, il délivrera des certificats, il s'occupera des livres de l'association légalement établis et du fichier des membres, il veillera sur les documents de l'organisme en envoyant les communications sur les désignations des Assemblées Directives et autres accords sociaux à inscrire sur les Registres correspondants. Il présentera également les comptes annuels et se chargera du respect des obligations documentaires conformément aux termes légaux. Le Secrétaire de l'Assemblée Directive aura également cette responsabilité devant l'Assemblée Général et l'Assemblée Nationale.

Article 18. Attributions du Trésorier de l'Assemblée Directive. Le Trésorier récoltera et veillera sur les fonds qui appartiennent à l'association et fera respecter les ordres de paiements délivrés par le Président.

Articles 19. Attributions des Membres de l'Assemblée Directive. Les Membres auront des obligations propres relatives à leurs postes de membres de l'Assemblée Directive ainsi que celles qui naîtront des délégations ou commissions de travail demandées par l'Assemblée.

Article 20. Provisions des postes vacants de l'Assemblée Directive. Les postes qui seraient laissés vacants durant le mandat de l'un des membres de l'Assemblée Directive seront couverts de façon provisoire par les autres membres jusqu'à l'élection définitive par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

CHAPITRE IV COMMISSION DE QUALITE

Article 21. Commission de qualité. La commission de qualité sera composée par les membres de l'Assemblée Directive de l'association ou par une délégation de cette dernière, avec l'objectif d'établir et, le cas échéant, de modifier les critères de la "Charte de Qualité", de classer les entités locales qui réunissent les conditions établies dans la charte, de réaliser les expertises correspondantes, d'établir la liste des entités qui auront le droit d'utiliser l'image corporative et les signes distinctifs de l'association et de vérifier que les événements soutenus par l'association respectent ses objectifs.

CHAPITRE IV ASSEMBLEE GENERALE

Article 22. De l'Assemblée Générale. L'Assemblée Générale est l'organe suprême de gouvernement de l'association et sera intégrée par tous les membres.

Article 23. Réunions de l'Assemblée Générale. Les réunions de l'Assemblée Générale seront ordinaires et extraordinaires. L'assemblée ordinaire aura lieu une fois par an dans les six mois qui suivront la clôture de l'exercice. L'assemblée extraordinaire se célébrera lorsque les circonstances le demanderont, selon l'avis du Président, lorsque l'Assemblée Directive l'accordera ou lorsqu'elle sera proposée par écrit par un tiers des membres.

Article 24. Convocation de l'Assemblée Générale. Les convocations aux Assemblées Générales se feront par écrit, en exprimant le lieu, la date et l'heure de la réunion ainsi que l'ordre du jour et les thèmes à traiter de façon claire. Entre la convocation et le jour signalé pour la célébration de l'Assemblée en première convocation il devra y avoir au moins quinze jours. Il existe la possibilité de faire parvenir la date et l'heure de l'Assemblée en seconde convocation, le délai entre les deux convocations ne devant pas être inférieur à une heure.

Article 25. Constitution de l'Assemblée Générale. Les Assemblées Générales, ordinaires ou extraordinaires, seront constituées de façon valables en première convocation lorsqu'un tiers

des membres avec droit de vote sera présent, et en seconde convocation quel que soit le nombre de membres avec le droit de vote.

Les accords seront pris par la majorité simple des personnes présentes ou représentées lorsque les votes affirmatifs dépasseront les votes négatifs, n'étant pas comptabilisés à cet effet les votes blancs ni les abstentions. En cas d'égalité le vote du Président de l'Assemblée Générale sera dirimant.

Sera nécessaire la majorité qualifiée des deux tiers des personnes présentes ou représentées pour :

- a) Nomination ou renvoi de membres de l'Assemblée Directive.
- b) Accord pour constituer une Fédération d'associations ou en intégrer une.
- c) Disposition ou aliénation de biens qui intègrent les immobilisations.
- d) Modification des statuts.
- e) Dissolution de l'entité.

Article 26. Facultés de l'Assemblée Générale : Les facultés de l'Assemblée Générale sont les suivantes :

- a) Approuver, le cas échéant, la gestion de l'Assemblée Directive.
- b) Examiner et approuver les comptes annuels.
- c) Approuver ou rejeter les propositions de l'Assemblée Directive en ce qui concerne les activités de l'Association.
- d) Fixer les cotisations ordinaires ou extraordinaires ou déléguer leur détermination à l'Assemblée Directive.
- e) Toute autre chose qui n'est pas de la compétence exclusive de l'Assemblée Extraordinaire.
- f) Accorder la rémunération, le cas échéant, des membres des organes de représentation.
- g) Nomination des membres de l'Assemblée Directive.
- h) Modification des Statuts.
- i) Dissolution de l'Association.
- j) Renvoi de membres sur proposition de l'Assemblée Directive.
- k) Constitution de Fédérations ou intégrations de ces dernières.

CHAPITRE V

ASSEMBLEE NATIONALE

Article 27. De l'Assemblée Nationale. L'Assemblée Nationale sera intégrée par la totalité des membres distingués et sera présidée par le Président de l'Association. Lorsque l'Assemblée Nationale l'estimera opportun, elle pourra constituer des Assemblées Régionales qui seront intégrées par les membres d'une même zone territoriale. Dans ce cas, l'Assemblée Nationale sera intégrée par les Présidents des Assemblées Régionales et présidée par le Président de l'Association.

Article 28. Réunions de l'Assemblée Nationale. Les réunions de l'Assemblée Nationale seront ordinaires ou extraordinaires. L'assemblée ordinaire aura lieu une fois par an pour approuver le calendrier des événements de l'année suivante. L'assemblée extraordinaire se célébrera lorsque les circonstances le demandent, selon le jugement du Président, lorsque l'Assemblée Directive l'accordera ou lorsqu'elle sera proposée par écrit par un tiers des membres de l'Assemblée Nationale.

Article 29. Convocations de l'Assemblée Nationale. Les convocations à l'Assemblée Nationale se feront par écrit, en exprimant le lieu, la date et l'heure de la réunion ainsi que l'ordre du jour et les thèmes à traiter de façon claire. Entre la convocation et le jour signalé pour la célébration de l'Assemblée en première convocation il devra y avoir au moins quinze jours. Il existe la possibilité de faire parvenir la date et l'heure de l'Assemblée en seconde convocation, le délai entre les deux convocations ne devant pas être inférieur à une heure.

Article 30. Constitution de l'Assemblée Nationale. L'Assemblée Nationale, ordinaire et extraordinaire, sera constituée de façon valable en première convocation lorsque sera présent un tiers des membres qui la composent et en seconde convocation quel que soit le nombre de membres.

Les accords seront pris par la majorité simple des personnes présentes ou représentées lorsque les votes affirmatifs dépasseront les votes négatifs, n'étant pas comptabilisés à cet effet les votes blancs ni les abstentions.

Lorsque l'Assemblée Nationale est intégrée par les Présidents des Assemblées Régionales le vote sera pondéré : chaque membre de l'Assemblée Nationale disposera d'autant de votes que de membres distingués composant l'Assemblée Régionale qu'il représente. En cas d'égalité le vote du Président de l'Assemblée Nationale sera dirimant.

Article 31. Facultés de l'Assemblée Nationale : Les facultés suivantes relèvent de l'Assemblée Nationale :

- a) Constituer les Assemblées Régionales en tant qu'organes territoriaux de participation et représentation des membres distingués en leur octroyant une dénomination spécifique pour les différencier du reste des Assemblées Régionales.
- b) Regrouper ou séparer des Assemblées Régionales en leur octroyant une nouvelle zone territoriale et une nouvelle dénomination.
- c) Proposer à l'Assemblée Directive des initiatives destinées à la réussite des finalités des statuts.
- d) Approuver la célébration d'événements et réunions à caractère national ainsi que les aspects d'organisation de ces derniers.
- e) Nommer des délégués pour la célébration d'événements et réunions.
- f) Toute autre faculté qui ne relève pas de la compétence exclusive de l'Assemblée Générale.

CHAPITRE VI

ASSEMBLEES REGIONALES

Article 32. Des Assemblées Régionales. Les Assemblées Régionales, si elles sont constituées, seront intégrées par les membres distingués d'un même territoire et seront présidées par le représentant légal d'un membre distingué élu par chaque Assemblée Régionale pour une durée de deux ans, avec possibilité de réélection à l'infini. L'Assemblée Nationale pourra décider, pour des raisons d'organisations, de regrouper ou séparer des Assemblées Régionales et leur donnera une dénomination spécifique qui les différenciera du reste des Assemblées Régionales.

Article 33. Réunions des Assemblées Régionales. Les réunions des Assemblées Régionales seront ordinaires et extraordinaires. Les assemblées ordinaires auront lieu une fois par an pour approuver le calendrier des événements de l'année suivante sur leur territoire. Les assemblées extraordinaires se célébreront lorsque le demanderont les circonstances, selon le jugement du Président de l'Assemblée Régionale ou lorsqu'elles seront proposées par écrit par un tiers des membres distingués composant une Assemblée Régionale déterminée.

Article 34. Convocation des Assemblées Régionales. Les convocations aux Assemblées Régionales se feront par écrit, en exprimant le lieu, la date et l'heure de la réunion ainsi que l'ordre du jour et les thèmes à traiter de façon claire. Entre la convocation et le jour signalé pour la célébration de l'Assemblée en première convocation il devra y avoir au moins quinze jours. Il existe la possibilité de faire parvenir la date et l'heure de l'Assemblée en seconde convocation, le délai entre les deux convocations ne devant pas être inférieur à une heure.

Article 35. Constitution des Assemblées Régionales. Les Assemblées Régionales, ordinaires et extraordinaires seront constituées de façon valable lorsque sera présent en première convocation un tiers des membres distingués composant l'Assemblée Régionales en question, et en seconde convocation quel que soit le nombre des membres distingués.

Les accords seront pris par la majorité simple des membres distingués présents ou représentés lorsque les votes affirmatifs dépasseront les votes négatifs, n'étant pas comptabilisés à cet effet les votes blancs ni les abstentions. En cas d'égalité le vote du Président de l'Assemblée Régionale sera dirimant.

Article 36. Faculté des Assemblées Régionales : Les facultés des Assemblées Régionales seront les suivantes :

- a) Désigner, réélire et/ou renvoyer le Président et le Secrétaire de l'Assemblée Régionale correspondante pour une période de deux ans.
- b) Proposer à l'Assemblée Directive et/ou l'Assemblée Nationale des initiatives dirigées à la réussite des fins des statuts de sa zone territoriale.
- c) Approuver la célébration d'évènements et réunions sur son territoire ainsi que les aspects d'organisations de ces derniers.
- d) Nommer des délégués pour la célébration d'évènements et réunions sur son territoire.
- e) Toute autre faculté qui ne relève pas de la compétence exclusive de l'Assemblée Générale ou l'Assemblée Nationale.

CHAPITRE VII REGIME ECONOMIQUE

Article 37. Ressources de l'association. Les ressources économiques prévues pour le développement des fins et activités de l'Association seront les suivantes :

- a) Les cotisations des membres, périodiques ou extraordinaires.
- b) Les subventions, dons ou héritages que l'association pourrait recevoir de forme légale de la part des associés ou de tiers.
- c) Apports au patrimoine fondateur.
- d) Toute autre ressource licite.

Article 38. Exercice économique. L'exercice sera annuel et sa clôture aura lieu le 31 décembre de chaque année.

CHAPITRE VIII DISSOLUTION

Article 39. Causes de dissolution. L'association sera dissoute volontairement si cela est accordé par l'Assemblée Extraordinaire, convoquée à cet effet, par une majorité des 2/3 des membres.

Article 40. Liquidation du patrimoine. En cas de dissolution, on nommera une commission liquidatrice qui, une fois les dettes payées, dans le cas où il existerait encore du liquide disponible, le destinera à des fins qui ne dénatureront pas sa nature non lucrative et, en particulier, à l'entité qui sera désignée par le Registre National des Associations.

DISPOSITION ADDITIONNELLE

Tout ce qui n'est pas prévu dans les présents Statuts relèvera de l'application de la Loi Organique 1/2002 du 22 mars en vigueur, sur la régulation du Droit d'Association, et les dispositions complémentaires.